

Monsieur le Président,

Les élus FO-DGFIP, CGT Finances Publiques, CFDT Finances Publiques et Solidaires Finances Publiques ne participeront au Comité Technique Local convoqué ce 3 octobre que pour lire la présente déclaration commune puis quitteront la séance pour les motifs qui suivent.

Nous considérons que toutes les opérations de communication organisées autour de la « démarche stratégique » ne peuvent masquer le fait que l'écrasante majorité des personnels a refusé de s'associer à son élaboration. Nous ne nous associerons pas plus, malgré les réunions obligatoires, à sa mise en œuvre.

Nous constatons que, au-delà des formules très générales et volontairement très vagues du document de présentation, la « démarche stratégique » est un outil de destruction méthodique de la DGFIP, de ses missions et de son réseau.

Nous exigeons l'arrêt de cette « démarche stratégique » et nous nous prononçons par conséquent contre la mise en œuvre des dispositifs qui vont accompagner la saignée programmée des effectifs et des moyens de fonctionnement de la Direction Générale des Finances Publiques.

La démarche stratégique vise à remettre en cause le maillage territorial de notre réseau.

Dans la Loire, cette démarche trouve déjà une illustration avec **la fermeture programmée mais non annoncée de la trésorerie de Saint-Jean Soleymieux**. En effet, c'est « accidentellement » dans le cadre d'une réunion du CHSCT le 24 septembre, que les élus ont appris que ce poste comptable ne bénéficierait pas du nouveau dispositif anti-incendie. Pressé par les organisations syndicales, vous avez fini par « lâcher » que le bail de cette trésorerie ne serait pas renouvelé au 1^{er} janvier 2014. C'est donc en catimini que vous préparez la fermeture du poste. Ce n'est que début septembre que nos collègues de cette trésorerie ont appris cette restructuration sans que vous n'ayez daigné les rencontrer personnellement. Pire, à une question que les élus de la CAPL n°2 vous ont posée le 12 septembre sur le devenir de la trésorerie de St Jean Soleymieux, vous avez répondu que vous n'en étiez qu'au début de votre réflexion et que rien n'était arrêté. Or, le 10 septembre, vous avez rencontré le maire de St Jean Soleymieux pour lui faire part de la future fermeture de la trésorerie.

Nous ne pouvons que déplorer une fois de plus votre conception « toute particulière » du dialogue social et votre manque de respect des agents et des syndicats qui les représentent. Dans le cadre de la gestion de ce dossier, les organisations syndicales ne peuvent que déplorer votre escalade dans le machiavélisme et le mépris de vos collaborateurs. Nous ne pouvons encore moins accepter que vous utilisiez le mensonge pour nous dissimuler des informations.

Dans ces circonstances, il ne nous paraît pas possible de cautionner par notre présence au CTL ce simulacre de dialogue social.